

Réduction des risques et sciences sociales : vers une approche africaine située

Albert Gautier Ndione, socio-anthropologue, Département de sociologie, FLSH, UCAD

Résumé :

Depuis 2010, l'Afrique connaît une transition politique significative en matière de politique des drogues, marquée par l'adoption progressive de stratégies de réduction des risques (RDR) par l'Union africaine et la CEDEAO. Cette évolution se manifeste par le Plan d'action sur le contrôle des drogues 2013-2017 (Union africaine, 2013) et la création de la Commission Ouest-africaine sur les Drogues (WACD, 2014), témoignant ainsi d'un changement de paradigme dans l'approche des consommations de substances psychoactives.

La RDR est un « modèle voyageur » européen de traitement des usagers de drogues, axé sur la lutte contre le VIH. Elle demeure inadaptée aux réalités africaines des usages de substances psychoactives, produisant des études épidémiologiques décontextualisées et réductrices, qui relèvent une consommation de drogues avec des preuves croissantes d'infections par le VIH, le VHC et le VHB. (Bouscaillou et *al.*, 2014 ; Nyandindi et *al.*, 2014 ; 2016 ; Lepretres et *al.*, 2015 ; Kurth et *al.*, 2015 ; Scheibe et *al.*, 2016 ; Abdool, 2016).

L'avènement de la RDR en Afrique suscite un débat autour du concept de post-colonialisme, qui est conceptualisé différemment. Certains dénoncent que, par le biais de la RDR, d'anciennes formes de domination se maintiennent sur les pays africains à travers des mécanismes de financement, la reproduction des outils utilisés en Occident et l'imposition de la langue dominante (anglais) dans le domaine de la RDR (Olivet et Letellier, 2019). Ces critiques soutiennent que l'Afrique doit mieux prendre en compte son contexte et ses réalités pour développer une RDR décolonisée. À l'opposé, un autre point de vue souligne l'existence de traitements traditionnels et de rapports de pouvoir violents, souvent présentés comme des « normes traditionnelles » (asservissement des femmes, ligotement des malades mentaux à des arbres, etc.), qui sont des aspects discriminants dont les usagers de drogues (qui, par définition normative, sont des transgresseurs) ont longtemps été victimes en Afrique (Magen, 2019). Ce point de vue défend l'idée de laisser le choix aux individus de recourir à la médecine occidentale ou traditionnelle, et d'utiliser les outils peu importe leur provenance.

À travers une approche socio-historique, notre communication propose de retracer les rapports de l'Afrique aux drogues, en incluant les usages sociaux des substances psychoactives et le rôle de la colonisation dans l'approche répressive de leurs consommations. Elle met également en lumière le rôle urgent des sciences sociales dans la définition d'une approche de réduction des risques mieux adaptée aux réalités africaines contemporaines.

Mots clés : Décolonisation, réduction des risques, drogues, Afrique, sciences sociales